

CELLULE D'ANALYSE
EN SCIENCES SOCIALES

CASS



**FERMETURE DES ÉCOLES EN LIEN
AVEC LA COVID-19 EN RDC : IMPACTS
SUR LA SANTÉ, PROTECTION ET
ÉDUCATION DES ENFANTS ET
ADOLESCENT.E.S**

Mai 2021

CONTENU

INTRODUCTION	3
---------------------	----------

ANALYSES INTÉGRÉES	3
---------------------------	----------

PARTENAIRES ET CONTRIBUTEURS	3
-------------------------------------	----------

RÉSUMÉ DES PRINCIPAUX RÉSULTATS	4
--	----------

RÉSULTATS DÉTAILLÉS	5
----------------------------	----------

1. Réduction du nombre d'enfants et d'adolescent.e.s scolarisés	5
2. Perceptions de la fermeture des écoles	11
3. Défis associés à la scolarisation à domicile	11
4. Risques de violence sexuelle et domestique	12

ATTÉNUER LES EFFETS DES FERMETURES D'ÉCOLES : CONSIDÉRATIONS SUR LES MESURES À PRENDRE	13
---	-----------

Considérations codeveloppées pour atténuer les impacts à long et à court terme	14
Recommandations à prendre en compte en cas de futures fermetures d'écoles	15

CONCLUSIONS AND RÉFLEXIONS : PERSPECTIVES À MOYEN ET LONG-TERME	16
--	-----------

INTRODUCTION

Les données mondiales suggèrent que le [risque de transmission de la COVID-19 entre enfants](#) en milieu scolaire est minime lorsque les mesures de protection sont adéquates (masque, distance, hygiène). Cependant, plusieurs des gouvernements à travers le monde ont instauré des mesures de fermeture temporaire des écoles. Dès **mars 2020, dans le cadre de ses efforts pour endiguer la pandémie de la COVID-19, le gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) a décidé de la fermeture nationale des écoles**, privant ainsi plus de 27 millions d'enfants de l'accès à l'éducation. Les écoles de la RDC ont d'abord rouvert en octobre 2020, avant de [fermer à nouveau après deux mois](#) en réponse à une deuxième vague de l'épidémie de la COVID-19. Suite aux [efforts de plaidoyer](#) des organisations nationales et internationales travaillant en RDC, **le gouvernement a rouvert les écoles et les universités le 22 février 2021**.

Les [analyses des précédentes épidémies où les écoles ont été fermées](#) montrent une réduction de la proportion d'enfants et d'adolescent.e.s qui retournent à l'école lorsqu'elles rouvrent. Les adolescent.e.s qui ne [disposent pas de la structure et de l'espace sécurisés fournis par l'école](#) sont potentiellement plus susceptibles d'être confronté.e.s à des risques liés à la protection, notamment la violence sexiste et basée sur le genre (VSBG) et [les rapports sexuels transactionnels](#), qui augmentent le risque de grossesse précoce et de transmission d'infections sexuellement transmissibles. En outre, et en particulier dans les zones affectées par les conflits, la fermeture des écoles pourrait accroître le risque que les enfants soient [recrutés par des groupes armés](#) ou soumis au travail forcé¹. Les risques sont [exacerbés pour les enfants vivant dans les ménages les plus pauvres](#) des zones rurales où la fréquentation scolaire est déjà plus faible. Même après la réouverture des écoles, les communautés continuent de ressentir les effets de leur fermeture.

Depuis le début de l'épidémie de la COVID-19 en RDC, la Cellule d'Analyse en Sciences Sociales (CASS) a mené des [analyses intégrées de l'impact de la réponse](#) à la pandémie sur la santé, la protection et la sécurité économique des communautés. Ce rapport présente une analyse identifiant les impacts des fermetures des écoles, destinées à service à **informer la programmation basée sur les données pour atténuer les impacts à court et à long terme** des fermetures d'écoles sur la santé, la protection et l'éducation des enfants et des adolescent.e.s en RDC.

ANALYSE INTÉGRÉE

En absence d'une étude spécifique à l'échelle du pays pour mesurer les impacts des fermetures d'écoles, la CASS a cherché à **mener une méta-synthèse pour examiner les données existantes** provenant de différentes sources et de différentes parties du pays qui **démontraient ou identifiaient les impacts des fermetures d'écoles sur les enfants et les adolescents.e.s**.

Chaque source de données ou étude a sa propre méthodologie et la source peut être trouvée via les hyperliens disponibles dans ce rapport. Pour plus d'information sur l'approche de l'analyse multidisciplinaire intégrée des épidémies (AMIE), vous pouvez consulter en ligne ces documents ([ici](#) et [ici](#)).

La CASS a contacté de manière proactive 26 ONG nationales et internationales, et 7 instituts universitaires/de recherche pour toute analyse et source préexistante ou en cours. En outre, des études et des données publiques en cours ont été identifiées grâce à un examen approfondi des sources en ligne. Les données ont été analysées et codées en fonction de thèmes récurrents. Ce rapport est un résumé des thèmes et résultats clefs à partir des données disponibles. Il ne vise pas à simplifier des questions complexes, ni de représenter toutes les réalités du pays, mais de rendre compte de l'impact des fermetures d'écoles tel qu'il est observé et rapporté dans les données disponibles.

PARTENAIRES ET CONTRIBUTEURS

Ce rapport a été élaboré avec le soutien des partenaires de la CASS qui ont revu et contribué au contenu. Les informations présentées ont été renforcées par des données publiées et ouvertement disponibles.



¹Reconnaissant que des facteurs contextuels plus complexes contribueront également à ces conséquences.

RÉSUMÉ DES PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ANALYSE INTÉGRÉE

Tout en reconnaissant l'influence potentielle d'aspects contextuels préexistants, cette analyse met en évidence les facteurs contribuant au déclin de la fréquentation scolaire, ainsi que les conséquences potentielles pour les enfants n'ont pas pu retourner à l'école après leur réouverture.



Une **baisse générale de la fréquentation scolaire** a été identifiée après la réouverture initiale en octobre 2020 : la principale explication est la baisse des revenus des ménages et l'incapacité des parents à payer les frais de scolarité.



Les rapports communautaires et des ONG font état d'une **augmentation du nombre de filles qui pratiquent le sexe transactionnel** comme moyen de subvenir à leurs besoins (et à ceux de leur famille).



Une **augmentation des grossesses chez les adolescentes** et des **avortements non-médicalisés** a été signalée par le personnel de santé et la communauté (risques associés : décès maternel, pré-éclampsie, accouchement prématuré, faible poids du nourrisson à la naissance).



Une **augmentation du risque et de l'incidence de la violence sexuelle et sexiste (VSS), de la transmission du VIH et des infections sexuellement transmissibles** pour les enfants et les adolescent.e.s a été signalée par les enseignants, le personnel de santé et la communauté.



Une **augmentation du nombre de garçons recrutés par des groupes armés à Masisi et les zones rurales affectées par les conflits** a été signalée par les parents, les enseignant.e.s et les élèves.



Les enseignant.e.s et les parents ont signalé un **risque et une incidence accrus de travail forcé, de violence domestique, et de violence sexuelle pour les enfants qui restent à la maison**, et les rapports des ONG soulignent un **plus grand nombre d'enfants vivant dans les rues** de Goma.



Très peu d'élèves ont déclaré pouvoir suivre des cours à distance lors des fermetures d'écoles : les filles étaient apparemment moins enclines que les garçons à participer à ces cours à distance (probablement en raison de leurs rôles au sein du ménage : responsabilités de soutien pour les tâches ménagères et les soins aux autres frères et sœurs ; moins de motivation pour l'apprentissage informel ; inégalités de genre en matière d'accès aux technologies numériques).



La fermeture des écoles en RDC a été largement jugée **préjudiciable par les élèves**, les enseignants et les parents en termes de manque d'éducation, de sécurité et d'environnement structuré pour les enfants. **La plupart auraient préféré que les écoles restent ouvertes et que des mesures d'hygiène appropriées soient mises en place.**

RÉSULTATS DÉTAILLÉS

1. Réduction du nombre d'adolescent.e.s scolarisé.e.s après la réouverture, par rapport à la même période en 2019

Une étude de la CASS (décembre 2020) explorant l'impact des fermetures d'écoles sur les enfants et les adolescent.e.s a confirmé une **réduction globale du nombre d'enfants (12-17 ans) qui sont retournés à l'école secondaire à Goma** en octobre 2020 par rapport à octobre 2019 (tout type d'école confondu). Cela a été clairement identifié dans les écoles secondaires privées (n=28), qui ont connu une réduction considérable de la fréquentation pendant cette période (garçons : -18,7% ; filles : -24,1%). Cependant, les écoles secondaires publiques (n=42) de Goma ont connu une légère augmentation, tant chez les garçons que chez les filles (garçons : +2% ; filles : +6,8%) (fig.1).

FRÉQUENTATION DE L'ÉCOLE SECONDAIRE : GOMA

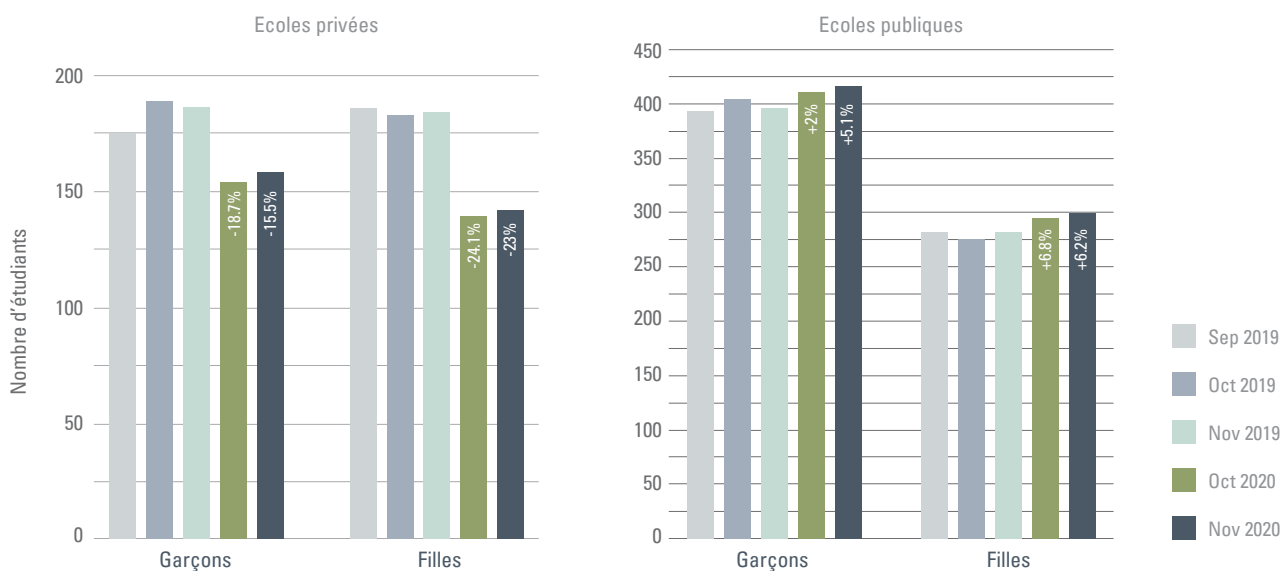


Fig. 1

Malgré une réduction globale du nombre d'enfants fréquentant les écoles secondaires de Goma (tous types d'écoles confondus) suite à leur réouverture, cette figure met en évidence une augmentation de la fréquentation des écoles secondaires publiques².

Le nombre d'écoles privées en RDC a augmenté ces dernières années en réponse à la demande croissante de la population et à la capacité limitée du gouvernement à y répondre. Nombre de ces structures privées ne sont pas autorisées, ne répondent pas aux normes d'éducation fixées par le gouvernement congolais et manquent de matériel et d'infrastructures pour accueillir un nombre croissant d'élèves. Les frais d'école privée ne sont pas réglementés, et selon quelques parents interviewés par la CASS à Goma (décembre 2020), de nombreuses écoles ont augmenté les frais de scolarité, au début de la nouvelle année scolaire en octobre afin de compenser le manque à gagner de la période de fermeture. De nombreux parents ont donc été contraints de transférer leurs enfants dans des écoles publiques moins chères. Plusieurs enseignant.e.s d'écoles privées ont signalé une réduction de leurs revenus au début de l'année scolaire, car les parents n'étaient pas en mesure de payer les frais de scolarité et retiraient leurs enfants des classes.

Au cours des entretiens menés par la CASS, plusieurs parents ont fait part de leur **désir de transférer leurs enfants dans d'autres écoles en raison de la surpopulation dans les écoles publiques et de la diminution de la qualité de l'enseignement** qui en découle. Cette situation est exacerbée dans les communautés accueillant des enfants déplacés³. Une évaluation multisectorielle menée par les acteurs humanitaires en août a fait état de zones de la province d'Ituri où le rapport élèves/enseignant était de 92 pour 1, ce qui limite fortement la capacité à fournir aux enfants une éducation de qualité. **Les familles dont les revenus sont réduits en raison des mesures d'intervention de la COVID-19 n'ont parfois que peu d'options lorsque les écoles privées constituent la seule alternative, dont le coût est prohibitif.**

²Echantillon non représentatif (n=70)

³Les écoles primaires du pays ont noté une augmentation de la taille des classes depuis l'introduction de la politique de gratuité de l'école primaire en septembre 2019

Les écoles publiques en RDC **sont généralement moins chères**, mais elles offrent également un emploi plus fiable aux enseignant.e.s - dont beaucoup ont continué à être payés par l'État pendant la période de fermeture. Cependant, lorsque les écoles ont rouvert en octobre 2020, des **grèves ont été organisées** à l'échelle nationale par les enseignant.e.s pour réclamer une amélioration des salaires. Selon les élèves et les enseignant.e.s interviewé.e.s par la CASS, cela a conduit **certains parents à transférer leurs enfants vers d'autres écoles publiques non touchées par les grèves afin d'éviter la perturbation des cours**.

Le projet de Suivi de la Situation Humanitaire (une série d'analyses mensuelles) mené par REACH au **Sud-Kivu** et au **Tanganyika** en octobre 2020 a mis en évidence des tendances similaires. **67 % (66/99) des enseignant.e.s et directeurs.trices interrogé.e.s au Sud-Kivu ont fait état d'une réduction de la fréquentation scolaire**, et **39 % (30/76) au Tanganyika** (chiffres des écoles primaires et secondaires).

Bien que les analyses aient montré des réductions tant chez les filles que chez les garçons, **l'impact sur les filles était plus prononcé, notamment au Tanganyika**. Dans cette province, **75% (18/24) des enseignant.e.s et directeurs.trices d'école primaire** (dont les écoles étaient de nouveau ouvertes au moment de la collecte de données), **ont déclaré que le nombre de filles âgées de 6 à 11 ans fréquentant l'école avait diminué**, contre 8% (2/24) qui ont déclaré que le nombre de garçons fréquentant l'école primaire était inférieur à ce qu'il était avant la fermeture des écoles. **Les données de fréquentation des écoles secondaires privées en novembre à Goma montrent que 7,5% de filles de plus que de garçons avaient abandonné l'école** (fig.1). Certain.e.s enseignant.e.s ont déclaré, lors d'entretiens menés par la CASS à Masisi en décembre 2020, que **les parents donnaient la priorité à leurs fils plutôt qu'à leurs filles lorsqu'il fallait faire un choix pour aller à l'école**. Cependant, **les enseignant.e.s de Masisi ont également signalé plus fréquemment que ceux de Goma une réduction du nombre de garçons inscrits à l'école, depuis le début de l'épidémie de la COVID-19**.



© UNICEF Everett

Raisons pour lesquelles les enfants ne sont pas retournés à l'école



1.1 Impacts financiers de la COVID-19 sur les familles

► Le coût financier de l'éducation

En septembre 2019, la RDC a mis en place **une politique d'éducation de base gratuite**. Celle-ci visait à renforcer les systèmes éducatifs nationaux en améliorant l'accès des enfants au primaire, et aux deux premières années du secondaire, tout en réduisant les dépenses des ménages pour les familles les plus pauvres.

Cependant, malgré la gratuité de l'enseignement primaire, les données du projet REACH Suivi de la Situation Humanitaire en Sud Kivu et Tanganyika ont mis en évidence une diminution de la fréquentation scolaire dans les deux provinces pour les enfants en âge de fréquenter l'école primaire depuis la réouverture des écoles en octobre 2020. **La principale raison de cette baisse, citée par les enseignant.e.s et directeurs d'école primaire interrogés, était le manque de moyens des familles suite aux mesures en place contre COVID-19**. Les coûts limitant l'accès à l'éducation pour les enfants comprenaient les fournitures scolaires, le transport et les uniformes.

Alors que l'enseignement primaire de base est gratuit, **des frais de scolarité s'appliquent dans les écoles secondaires publiques**, ce qui semble restreindre l'accès à l'éducation pour les élèves du secondaire. Les entretiens et discussions de la CASS avec les parents et les enseignant.e.s du secondaire à Goma et Masisi en décembre 2020 ont mis en évidence **le manque de moyens financiers comme le principal facteur limitant le retour à l'école d'un enfant**.

Les entretiens de la CASS avec les enseignant.e.s des écoles primaires et secondaires en avril 2021 **dans les zones rurales de la province d'Ituri ont mis en évidence une réduction du nombre d'enfants fréquentant les écoles après leur réouverture.** Parmi les principales raisons citées, le manque de motivation des enfants à revenir après s'être habitués à un mode de vie où ils se sentaient plus libres. A cela s'ajoute une capacité ou une volonté réduite des parents à pousser leurs enfants à aller à l'école lorsqu'ils n'ont pas les moyens de le faire. Lors des discussions de groupe dans les mêmes régions, **les hommes et les femmes n'ont pu placer l'éducation de leurs enfants qu'en troisième ou quatrième priorité, après la nourriture, les vêtements et le matériel agricole** (pour préparer la prochaine récolte).

« ...les parents sont devenus beaucoup plus pauvres qu'avant le COVID-19...les mesures de confinement ont eu un impact financier sur la vie des enfants et de leurs familles... »

Père, Goma, CASS Dec. 2020



Dans une étude de la CASS explorant les **impacts plus larges de la COVID-19 en RDC**, en décembre 2020, les parents d'élèves du secondaire à Kinshasa ont également fait état de **difficultés à payer le transport, l'uniforme et les fournitures scolaires en plus des frais de scolarité**, étant donné les problèmes financiers rencontrés depuis le début de l'épidémie. Au cours d'un **enquête réalisée par Performance Monitoring for Action (PMA) en juin 2020** à Kinshasa, 60% des femmes ont déclaré avoir subi une **perte totale de revenus en raison des restrictions imposées par la COVID-19** (n=1280) (seules les femmes ont été incluses dans l'enquête).

Plusieurs enseignant.e.s d'écoles secondaires interrogé.e.s à Goma en décembre 2020 ont déclaré avoir vu des enfants qui ne pouvaient pas payer leurs frais de scolarité être chassés de l'école, et certains **parents ont demandé un délai pour payer les frais de scolarité** en janvier 2021.

► Les parents comptent sur les enfants pour contribuer à subvenir aux besoins de la famille

Les données qualitatives de la CASS de Masisi et Goma de décembre 2020 suggèrent que **les parents dépendent de plus en plus du soutien de leurs enfants pour subvenir aux besoins de la famille depuis le début de l'épidémie de la COVID-19** (enfants en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire).

« ...les garçons ont été utilisés aux travaux forcés...J'ai un voisin qui a utilisé son enfant qui est encore à l'école primaire dans le transport des pierres ou des cailloux pour que le ménage ait de l'argent avec lequel acheter la nourriture »

Enseignant, Goma Dec. 2020



52 % des parents interrogés dans le cadre d'une **étude de Save the Children explorant les impacts de la COVID-19 sur les enfants (11-17 ans)** (n=120) dans six provinces de la RDC en août 2020 ont déclaré que **la crise socio-économique existante les avait incités à envoyer leurs enfants travailler pour soutenir les besoins du ménage.** Certains enfants des groupes de discussion de la CASS à Masisi et Goma ont déclaré **préférer continuer à travailler et à gagner de l'argent pour eux-mêmes et leur famille que retourner à l'école.**

Si les **parents comptaient davantage sur les garçons pendant la période de fermeture de l'école pour le travail physique et les activités commerciales**, les entretiens menés par la CASS ont mis en évidence **une augmentation de la charge des tâches ménagères pour les filles.** Il s'agit principalement d'activités ménagères non rémunérées (cuisine, nettoyage, collecte d'eau) et de soins aux frères et sœurs.





1.2. Augmentation des grossesses chez les adolescentes

Les participant.e.s aux entretiens et aux discussions de groupe au cours de la recherche de la CASS ont généralement considéré que **les filles étaient plus gravement touchées par les fermetures d'écoles que les garçons, étant donné les risques liés aux grossesses précoces**. Les témoignages des enseignant.e.s, des parents et des élèves mettent en évidence de nombreux exemples de filles qui sont tombées enceintes pendant la période initiale de fermeture des écoles, ce qui a eu pour conséquence qu'elles ne sont pas retournées à l'école par la suite.

« ...nous avons remarqué que chez les filles, l'impact était plus important que chez les garçons, étant donné [que nous avons vu] plus de six grossesses en une année scolaire. C'est compliqué parce que les garçons peuvent mettre une fille enceinte et continuer à étudier, mais les filles, une fois enceintes, c'est la fin pour elles. »

Enseignant, Masisi, CASS Dec. 2020

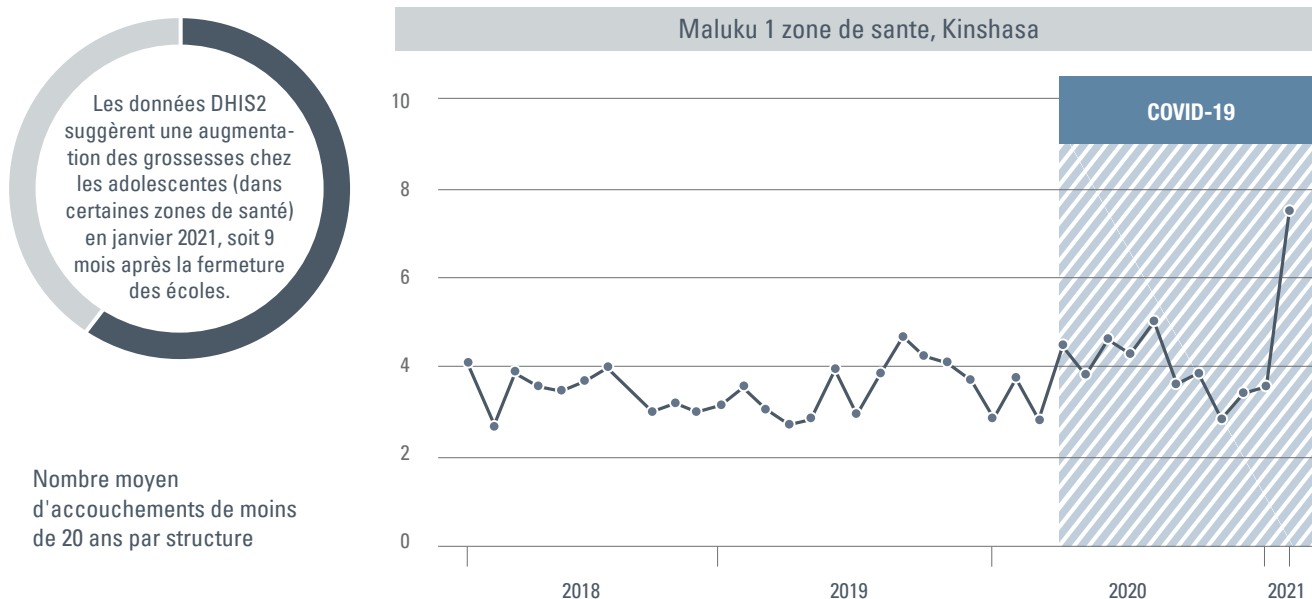


Dans l'étude menée par [Save the Children](#), **72% des répondant.e.s** (parents et enfants (11-17 ans)) ont signalé une **augmentation des grossesses chez les adolescentes** de leur quartier (n=400) depuis la fermeture des écoles. [GHOVODI](#) (Groupe des Hommes Voués au Développement), une organisation non gouvernementale opérant au Nord et au Sud-Kivu, a rapporté que **73 filles des 20 écoles secondaires qu'ils soutiennent à Goma et Nyiragongo n'ont pas repris leurs études après la réouverture initiale des écoles en octobre 2020, pour cause de grossesse**.

Le personnel de santé de Kinshasa et de Goma interrogés lors de la [recherche de la CASS sur les impacts de la COVID-19](#) sur les femmes et les filles en RDC ont également rapporté avoir reçu un nombre accru d'adolescentes enceintes dans leurs structures de santé pendant la période de fermeture des écoles.

Le personnel de santé des cliniques mobiles soutenues par [Marie Stopes International](#) à Kinshasa et dans la province de Tshopo ont déclaré avoir observé un plus grand nombre de grossesses d'adolescentes dans les quartiers où ils.elles fournissent leurs services, ainsi qu'une **augmentation des consultations d'adolescentes demandant une contraception d'urgence**.

Données du registre des patients (DHIS2) de trois zones de santé à Kinshasa (Maluku, Kisangani, Kimbanseke), montrent une **forte augmentation du nombre d'accouchements d'adolescentes de moins de 20 ans** dans les structures de santé publiques⁴, en janvier 2021⁵, à la fois par rapport à janvier 2020, et depuis le début de l'épidémie de COVID-19 (exemple : fig.2). Il n'est pas possible de ventiler davantage ces données par âge pour mettre en évidence la proportion d'accouchements par des adolescentes en âge scolaire, ni de corrélérer directement ces tendances avec la fermeture des écoles. Toutefois, ces données constituent **une indication précoce d'un problème qui pourrait entraîner l'exclusion ou l'abandon de l'école d'un plus grand nombre de filles et d'adolescentes**.



⁴ Les données DHIS2 ne sont pas systématiquement collectées avec une désagrégation par âge plus spécifique.

⁵ Neuf mois depuis la fermeture initiale des écoles en RDC dans le cadre de la réponse COVID-19

Fig. 2



© UNICEF DRC Dubourthoumieu



1.3. Les mariages d'enfant

Les entretiens de la CASS avec des enseignant.e.s, des élèves et des parents à Goma et Masisi (décembre 2020) ont mentionné une **augmentation du nombre d'adolescentes contraintes de se marier pendant la période de fermeture des écoles**. Ils ont rapporté que cela serait lié à l'augmentation des grossesses d'adolescentes, c'est-à-dire qu'en découvrant l'existence d'une grossesse, les parents du couple les forcent à se marier.

« ... nous avons enregistré des cas de grossesses précoces qui ont conduit à des mariages d'enfants...dans notre communauté, une fois que vous tombez enceinte, les parents vous livrent directement à la maison du garçon pour le mariage, que vous le vouliez ou non, vous devez y aller... »

Enseignant, Masisi, CASS Dec. 2020



Dans le cadre du projet de Suivi de la Situation Humanitaire (REACH) d'octobre 2020, parmi les enseignant.e.s et directeurs.trices d'écoles secondaires ayant rapporté une diminution de la fréquentation dans leurs écoles depuis leur réouverture, 5/8 au [Tanganyika](#) et 12/14 au [Sud Kivu](#) ont indiqué que la **principale raison pour laquelle les adolescentes ne retournaient pas à l'école était qu'elles étaient mariées** pendant la période de fermeture de l'école.

Lors des discussions de groupe menées par la CASS dans les zones rurales de la province d'Ituri en avril 2021, l'âge typique du mariage a été fréquemment cité comme étant de 12 ou 13 ans. Tous les hommes et les femmes ont souligné **une augmentation du nombre de filles se mariant avant 18 ans pendant la période de fermeture des écoles**. Ils considèrent que la raison principale en est **l'exposition accrue à l'alcool et aux drogues (pendant les «marchés nocturnes»)**, associée à une baisse de la motivation ou de la volonté des enfants et des adolescents à étudier ou à respecter leurs parents.



1.4. Groupes armés et enfants des rues

Les écoles offrent un environnement sûr et favorable aux enfants et aux adolescent.e.s, où ils.elles peuvent être supervisé.e.s par des enseignant.e.s lorsqu'ils.elles sont loin de leurs parents. En février 2021, 87% (186) des personnes interrogées dans le cadre du projet de Suivi de la Situation Humanitaire au [Sud-Kivu](#) réalisé par REACH ont déclaré que **les problèmes de protection des enfants s'étaient aggravés pendant la fermeture des écoles**. Les données de la CASS, tirées d'entretiens menés à Masisi et Nyiragongo (zone périurbaine de Goma) à décembre 2020, indiquent une **augmentation perçue du nombre de garçons**, en quête de distraction et d'une source de revenus, **recrutés par des groupes armés locaux**.

Il a déjà été constaté que le **manque d'accès à l'école et à l'éducation était un facteur influençant le recrutement des enfants dans les groupes armés affectant à la fois les garçons et les filles (on estime que 30-40% des enfants recrutés dans les groupes armés en RDC sont des filles)**. L'organisation [Child Soldiers International](#) a mené une étude en 2016 dans les provinces du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et du Haut-Uélé auprès de 150 filles âgées de 12 à 19 ans qui avaient fait partie d'un groupe armé étant enfant. **Près de 50 % de ces filles avaient rejoint ces groupes parce qu'elles ne pouvaient pas payer les frais de scolarité**, et ressentaient en outre une pression pour gagner de l'argent pour leur famille. Une [étude de 2018 de War Child](#) a tout autant **mis en évidence le manque de scolarisation comme un facteur encourageant les enfants à rejoindre des groupes armés**.

Les parents interrogés lors de la recherche de la CASS en Ituri en avril 2021 ont signalé une augmentation du nombre de garçons rejoignant les groupes armés pendant la période de fermeture des écoles. Selon les personnes interrogées, il s'agissait principalement de garçons qui avaient mis une fille enceinte, puis cherchaient la protection de ses parents, l'alternative étant le mariage forcé et des responsabilités familiales auxquelles ils ne se sentaient pas forcément préparés.

Dans la ville de Goma, l'analyse de la CASS a plutôt mis en évidence une plus grande incidence de **garçons se tournant vers la criminalité et banditisme**, en plus d'une **augmentation du nombre d'enfants observés vivant dans les rues**.

« ...avant le confinement pour COVID-19, les adolescent.e.s, filles et garçons se comportaient mal, mais lors de la fermeture des écoles, les garçons sont devenus des kidnappeurs, des voleurs ; ils ont rejoint des groupes armés. Il y a eu plus d'enfants kidnappés ici... »

Etudiante, Mweso, CASS Dec. 2020



L'**AJVDC** (Association de Jeunes Visionnaires pour le Développement du Congo), une organisation de la société civile opérant à Goma, **a signalé en novembre 2020 une augmentation de 5% du nombre d'enfants vivant dans les rues de Goma depuis le début de l'épidémie de la COVID-19**, ce qui porte le total en décembre 2020 à 27 852 (une augmentation de 1272 enfants (70% de garçons, 30% de filles)). Il s'agirait d'enfants issus de familles déplacées, originaires de zones rurales, contraintes de quitter leur foyer en raison du conflit ou de l'insécurité alimentaire, et d'autres enfants de la ville qui n'étaient pas scolarisés en raison de la fermeture des écoles, issus de familles dont la situation financière était de plus en plus précaire et dont beaucoup n'étaient pas en mesure de nourrir leurs enfants.

Facteurs contextuels : conflit et insécurité

Les conséquences des fermetures d'écoles liées à la réponse COVID-19 en RDC, telles que soulignées dans ce rapport, ne sont pas forcément les principaux facteurs qui influencent la décision ou la capacité des enfants et adolescent.e.s à retourner à l'école. **L'intensification du conflit** dans certaines parties du pays, notamment dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, a entraîné une augmentation des déplacements internes, mettant les communautés d'accueil à rude épreuve. **Les enfants vivant dans ces contextes peuvent avoir été incapables de retourner à l'école indépendamment de la situation sanitaire, ou ne pas avoir été scolarisés en premier lieu.**

En 2020, **plusieurs rapports** ont fait état d'attaques ciblées contre des écoles. **Évaluations multisectorielles menées par les acteurs humanitaires en juin dans les zones** de Ngombe Mwana et de Lengwe du territoire de Nyunzu, dans la province du Tanganyika, ont révélé que les écoles avaient été directement endommagées par des attaques violentes et, dans de nombreux cas, occupées par des milices armées. À Ngombe Mwana, 43 des 91 écoles ont été endommagées, et 12 sont encore occupées par des combattants, ce qui affecte 9 907 élèves, dont 3 657 filles et 6 250 garçons. Un **enseignant et deux élèves du primaire qui passaient des examens à Masisi en août 2020** auraient été tués lors d'un conflit entre les forces de sécurité et un groupe armé près d'un centre d'examen. **Street Child**, qui opère dans les régions des Hauts Plateaux d'Uvira, Mwenga et Fizi au Sud-Kivu, a signalé en mars 2021 un **nombre considérable d'écoles incapables de fonctionner en raison de la destruction des bâtiments et des matériaux.**

Comme le rapportent **War Child** et **Child Soldiers International** dans leurs rapports d'étude respectifs de 2018 et 2016, l'insécurité peut être un facteur supplémentaire influençant la décision des enfants de rejoindre des groupes armés, car ils recherchent un environnement où ils se sentent protégés.



2. Les fermetures d'écoles sont perçues comme inutiles et préjudiciables

La fermeture des écoles en RDC a été jugée préjudiciable par les étudiant.e.s, les enseignant.e.s et les parents interrogé.e.s lors des recherches de la CASS à Goma et Masisi en décembre 2020 et en Ituri rurale en termes de manque d'éducation, de sécurité et d'environnement structuré pour les enfants. 74 % des personnes interrogées âgées de 15 à 19 ans lors d'une enquête mobile **U-REPORT** menée dans toutes les provinces en février 2021 ont déclaré que la fermeture des écoles avait eu un impact négatif sur elles. **67% ont mis en avant le retard d'apprentissage comme la principale conséquence.** Les enseignants incapables de travailler ont également déclaré souffrir d'une réduction de leurs revenus et de leur incapacité à subvenir aux besoins de leur propre famille.

« Si l'école était restée ouverte... j'y serais allé pour gagner l'argent nécessaire pour nourrir ma famille. Les élèves auraient terminé le programme scolaire et n'auraient pas eu de grossesses non désirées ni de mariages précoces... la fermeture nous a fait du mal et a eu des répercussions négatives sur la vie des élèves. »

Enseignant, Masisi, Dec. 2020



Malgré un risque perçu de transmission de la COVID-19 entre enfants, les répondant.e.s ont estimé que la prévalence de la maladie dans la région était faible, et que le **risque pouvait être géré par la mise en œuvre de mesures de prévention et de contrôle**, telles que la distanciation physique et les pratiques d'hygiène.

« ...à mon avis, il serait préférable de garder les écoles ouvertes et d'être rigoureux sur le respect des mesures de barrières. Pourquoi les écoles sont-elles fermées alors que les marchés restent ouverts ? Si nous respectons les barrières, nous pouvons laisser les écoles ouvertes... »

Enseignante, Goma, CASS Dec. 2020



3. La scolarisation à domicile n'est pas une option viable pour la majorité des familles en RDC

En avril 2020, le Ministère de l'Education de la RDC a lancé son **premier programme d'apprentissage par radio**, diffusé avec le soutien de l'UNICEF. L'initiative a été complétée par l'élaboration et la publication de **sept cahiers d'exercices destinés à être distribués aux élèves des écoles maternelles, primaires et secondaires de tout le pays**, y compris ceux et celles qui vivent dans des régions reculées, afin de leur proposer des méthodes alternatives d'apprentissage à distance. **Le Ministère de l'Education a également mis en place une plateforme d'apprentissage numérique, "Ma Classe"**, basée sur le programme national des écoles primaires.

Malgré ces efforts, lors d'une enquête par SMS menée via **U-REPORT** fin janvier pour explorer la portée et l'efficacité de l'enseignement à distance à travers la RDC, 64% des participants âgés de 15 à 19 ans ont déclaré que leur école n'avait pas accès à un programme d'enseignement à distance pendant la période de fermeture prolongée des écoles (n=1673). **Les possibilités d'enseignement à distance pour les enfants du Nord-Kivu ont été jugées insuffisantes** par les personnes interrogées par la CASS, **et inadaptées dans un contexte où peu de foyers disposent d'un accès régulier à Internet, d'une source d'électricité fiable ou d'une télévision** permettant de visionner les programmes éducatifs disponibles. Selon **l'étude de Save the Children**, **85% des jeunes de 11 à 17 ans ont déclaré ne pas avoir accès à l'enseignement à distance** pendant la période de fermeture des écoles (n=280). De même, en janvier 2021, **99% des personnes interrogées lors des entretiens REACH** avec les informateurs clés (y compris les enseignant.e.s, le personnel de santé et les communautés) au **Sud-Kivu** (321/323) et au **Tanganyika** (288/291) ont déclaré qu'à leur connaissance, **aucun enfant en âge d'être scolarisé n'avait bénéficié d'un enseignement à distance pendant la période de fermeture des écoles**⁶.

Les entretiens de la CASS avec les enseignant.e.s de Goma ont fourni des exemples plus positifs de méthodes efficaces d'un enseignement à distance que ceux.celles de la zone rurale de Masisi (une zone relativement pauvre en ressources). Ces données suggèrent que **l'efficacité de l'enseignement à distance dépend largement de la motivation des enseignant.e.s individuels et de la capacité de l'école à soutenir le processus, en plus de la volonté des enfants à s'engager.**

⁶ La même tendance a été observée lors des entretiens au Tanganyika et au Sud-Kivu en février 2021, bien qu'avec des échantillons de taille plus réduite.

Plusieurs enseignant.e.s de Goma ont déclaré qu'ils.elles livraient les devoirs en main propre aux enfants à la maison ou mettaient du matériel à la disposition de leurs élèves pour qu'ils.elles puissent le récupérer. Ceux.celles qui ont persévéré dans cette voie ont indiqué que les **garçons étaient généralement plus prompts à maintenir un lien avec leurs travaux scolaires**, citant les responsabilités ménagères supplémentaires exigées des filles, qui sont de plus en plus encouragées à prendre le pas au sein des familles.

Les données recueillies lors de précédentes urgences de santé publique mettent en évidence **l'existence de charges supplémentaires spécifiques au genre et de responsabilités ménagères pour les filles non scolarisées, qui limitent leur capacité à étudier** (ex, [augmentation des tâches ménagères non rémunérées](#) et des soins aux frères et sœurs). Le soutien supplémentaire apporté par les filles peut encourager les parents, notamment ceux qui accordent moins d'importance à l'éducation des filles, à garder leurs filles à la maison même après la réouverture des écoles.

4. Risques de violence sexuelle et domestique contre les enfants et les adolescent.e.s

Les enfants et les adolescent.e.s qui ne peuvent pas quitter la maison pour aller à l'école courent un risque accru d'être [exposé.e.s à la violence domestique et sexuelle](#), ainsi qu'au travail forcé. **78 % des appels reçus par une ligne d'assistance téléphonique** gérée par le Forum des [Femmes Citoyennes et Engagées pour la Gouvernance la Démocratie et le Développement](#) à Kinshasa entre avril et juillet 2020 (pendant la période d'urgence nationale due à l'épidémie) concernaient **des cas de violence domestique et sexuelle contre des enfants de moins de 14 ans**. En janvier 2021, le [Sous Cluster Protection de l'Enfance \(GTPE\)](#) a signalé un risque accru de violence sexuelle et domestique à l'encontre des enfants non scolarisés, avec une capacité réduite à identifier les victimes ou les personnes à risque sans le soutien des enseignant.e.s qui sont normalement en mesure de signaler les cas. De même, 48% des personnes interrogées dans le cadre d'une étude de [Save the Children](#) ont souligné une **augmentation des cas de violence sexuelle à l'encontre des enfants et des adolescent.e.s non scolarisés** pendant la période initiale de fermeture des écoles (n=400).

Une **augmentation du recrutement d'enfants et d'adolescent.e.s dans les groupes armés pendant la période de fermeture prolongée des écoles** (telle que perçue par les enseignant.e.s, les parents et les élèves et soulignée lors des entretiens de la CASS à Masisi) **peut exposer les enfants à un risque supplémentaire de violence sexuelle et sexiste**. Selon [le rapport 2018 de War Child](#), les enfants, en particulier les filles, qui rejoignent les groupes armés courent un [risque accru de violence sexuelle et sexiste](#), car beaucoup d'entre eux sont apparemment recrutés spécifiquement pour satisfaire sexuellement les hommes plus âgés du groupe.



© UNICEF DRC Vockel

Le sexe transactionnel

Des entretiens menés avec des parents, des enseignant.e.s et des adolescent.e.s à Goma et Masisi en décembre 2020 ont **fait état d'une augmentation perçue du nombre des filles échangeant des rapports sexuels contre de l'argent pendant la période de fermeture des écoles**. Plusieurs exemples ont été donnés par des enseignant.e.s d'adolescentes qui ont été encouragées par leurs parents à avoir des relations sexuelles contre de l'argent pour subvenir aux besoins de leur famille. Ces situations ont été **perçues comme augmentant potentiellement le risque de violence sexuelle et sexiste, de grossesse et de transmission du VIH/ IST** pour les filles.

« ... Les filles étaient très ouvertes sur le monde et avaient du temps libre...[elles] étaient prêtes à se "donner" aux garçons en échange de crédit téléphonique, de données mobiles, d'argent pour le transport ou la nourriture... »

Adolescente, Goma, CASS Dec. 2020



ATTÉNUER LES EFFETS DES FERMETURES D'ÉCOLES :

considérations sur les mesures à prendre

D'après les directives de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), les écoles devraient être fermées uniquement dans des situations de transmission élevée et incontrôlée. Un atelier OMS/UNICEF en octobre 2020 pour explorer le sujet de la [transmission de la COVID-19 en milieu scolaire](#) a conseillé que les écoles devraient être les dernières à fermer et les premières à ré-ouvrir. Si les écoles doivent fermer en cas d'urgence de santé publique, la décision de le faire doit être basée sur [les directives actualisées de l'OMS](#) en matière de santé publique en milieu scolaire et les **conséquences potentielles sur la santé, la sécurité et l'éducation des enfants et des adolescent.e.s doivent être minimisées grâce à une programmation multisectorielle concertée.**

Les écoles de la RDC sont maintenant ouvertes, cependant, comme le souligne ce rapport, de nombreux impacts continueront à être ressentis par les communautés à court et à long terme. Dans les mois précédant la fermeture des écoles pour l'été, ces impacts doivent être surveillés et des mesures prises pour les atténuer.

© UNICEF DRC Umande



Considérations codeveloppées pour atténuer les impacts à long et à court terme sur les enfants et les adolescent.e.s



Surveiller la fréquentation scolaire des garçons et des filles

- **Identifier les enfants et les adolescent.e.s qui ne sont pas retournés à l'école et en comprendre les raisons**, afin d'élaborer des programmes et des stratégies pour leur réintégration (soutenir les ONG locales et les groupes de la société civile qui adoptent des approches communautaires (ex. [GHOVODI](#))).
- **Identifier les filles qui ne sont pas retournées à l'école en raison d'une grossesse (en cours ou du fait d'avoir eu un enfant), et soutenir leur réintégration** par le biais d'un engagement communautaire - notamment en luttant contre la stigmatisation par les autres élèves (les enseignants et les familles), et en travaillant avec les parents des filles enceintes / mères adolescentes.
- **Soutenir les efforts de plaidoyer visant à faire adopter une loi obligeant les écoles à (ré)admettre les filles enceintes** (au niveau local et national).
- **Mettre en place et soutenir des programmes qui aident les jeunes mères et pères (et leurs familles) à s'occuper des nouveau-nés**, afin de faciliter la poursuite des études pour les adolescent.e.s.
- **Soutenir l'offre d'une formation technique et professionnelle durable et axée sur les compétences, fondée sur une évaluation réaliste des forces du marché local**, pour les adolescents, filles et garçons, qui ne retourneront pas à l'école, afin d'accroître leurs autonomie sociale et économique.



Assistance aux enfants/adolescent.e.s et soutien financier aux familles et aux écoles

- Pour atténuer les impacts socio-économiques de la COVID, lorsque la subvention/suppression des frais de scolarité dans le secondaire peut s'avérer difficile, **identifiez des mécanismes permettant de réduire les coûts des ménages, ou soutenir les programmes qui prévoient de verser de l'argent pour l'éducation des familles les plus vulnérables**.
- **Soutenir les familles vulnérables des élèves du primaire et du secondaire pour les coûts non liés aux frais de scolarité** qui peuvent restreindre l'accès à l'éducation (par exemple, les uniformes scolaires et le matériel d'apprentissage).
- **Plaider pour une rémunération cohérente des enseignant.e.s afin de réduire le risque de grève, d'améliorer la qualité de l'enseignement et de garantir une scolarité ininterrompue** ; soutenir les approches de Financement Basé sur les Résultats (FBP) pour améliorer les conditions de travail et motiver les enseignants (ex. [CORDAID](#)).
- **Renforcer les programmes de réinsertion scolaire et/ou socio-économique des enfants qui ont été recrutés par des groupes armés, des enfants victimes de violences sexuelles et des enfants et adolescent.e.s les plus vulnérables**. Envisager un soutien aux familles sous forme de petites incitations financières pour les étudiant.e.s, la fourniture de nourriture et de repas scolaires, ou des programmes de formation professionnelle pour soutenir les efforts de réintégration, et faciliter la réinscription des enfants/adolescent.e.s dans les écoles, en particulier pour les adolescentes enceinte ou déjà mères.
- En plus des écoles publiques, **soutenez les écoles privées non structurées et peu réglementées en leur fournissant du matériel pédagogique et des infrastructures WASH, afin qu'elles répondent aux exigences minimales et aux normes d'éducation de qualité**.



COVID-19 : contrôle et prévention pour les enfants dans les écoles

- **Veiller à ce que les écoles soient correctement équipées en matériel WASH et formées à la Prévention et au Contrôle des Infections (PCI)** afin de réduire le risque d'infection par la COVID-19 et de renforcer la confiance des parents dans la sécurité des enfants.
- **Soutenir la formation du personnel des centres pour enfants et adolescent.e.s aux mesures de prévention et de contrôle des infections** spécifiques à la COVID-19 (par exemple, [programme soutenu par le CICR à Goma](#)).



© UNICEF DRC Dubourthoumieu

Recommandations à prendre en compte en cas de futures fermetures d'écoles



Structures de soutien alternatives pour les enfants et les adolescent.e.s

- **Renforcer et soutenir des centres et des clubs d'adolescent.e.s qui serviront d'espace aux enfants et aux jeunes** pour socialiser, acquérir de nouvelles compétences et accéder à des informations ciblées (ex. concernant la santé sexuelle et reproductive) (ex. centres appuyé par [UNICEF](#) ; World Vision)
- **Veiller à ce que les structures et activités/assistance de protection de l'enfance existantes – dont les espaces amis d'enfants et clubs de jeunes - restent fonctionnelles et bénéficient d'un soutien total.** Le Groupe de travail de protection de l'enfance (GTPE) en RDC a documenté une diminution du nombre d'enfants touchés par ces structures entre mars et août 2020.
- **Encourager la continuité des programmes pour les organisations fournissant des services de santé sexuelle et reproductive** aux adolescent.e.s, y compris la fourniture de contraceptifs gratuits et d'informations sanitaires complètes (ex, les cliniques mobiles de [Marie Stopes International](#)), et soutenir les organisations communautaires locales dans la mise en œuvre continue des programmes de SSR (ex, [YARH-RDC](#)).
- **Renforcer les programmes de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre (VBG)** en particulier dans les zones affectées par les conflits.



Investir dans des méthodes d'enseignement à distance adaptées au contexte

- **Fournir aux parents, aux enseignant.e.s et aux écoles le matériel nécessaire, adapté aux différents groupes d'âge**, pour soutenir les enfants dans la continuité de l'éducation (ex, le [programme soutenu par Cordaid à Kinshasa](#)).
- **Soutenir des options variées pour l'apprentissage à distance afin de garantir que tous les enfants y aient accès d'une manière ou d'une autre, en fonction du contexte et de la disponibilité ou des ressources** (c'est-à-dire ne pas se fier uniquement à un programme de radio ou de télévision alors que certaines familles n'ont accès ni à la télévision ni à la radio).
- **Lancer le débat sur la nécessité de combler le fossé numérique entre les sexes afin d'améliorer l'accès des filles aux ressources éducatives en ligne.**

CONCLUSIONS AND RÉFLEXIONS :

Perspectives à moyen et long-terme

Le rôle de la fermeture d'écoles dans le contrôle de la COVID-19 est incertain, mais ces mesures ont un important impact à court et long-terme qui a été documenté, sur le bien-être et le développement des enfants et des adolescent.e.s. Les données intégrées de cette métasynthèse provenant de la RDC soulignent que les fermetures d'écoles et la baisse de fréquentation scolaire qui en résulte ont non seulement de graves conséquences sur l'éducation, mais comportent également des risques considérables pour la santé et la protection des enfants et des adolescent.e.s. Ces effets peuvent être atténués dans les contextes riches en ressources où les infrastructures et les technologies permettent des méthodes alternatives de formation continue, et où il peut exister des systèmes sociaux ou politiques différents pour offrir un environnement protecteur aux enfants qui n'ont pas la structure de l'école. Mais ce n'est pas le cas en RDC. Les politiques de fermeture des écoles doivent être appliquées avec une évaluation objective du contexte et des risques et avantages potentiels pour les enfants et les adolescent.e.s. Il est essentiel qu'en l'absence d'un changement de politique nationale exigeant que les écoles restent ouvertes pendant les épidémies et les crises de santé publique similaires, les partenaires multisectoriels et gouvernementaux ne travaillent pas isolément, mais s'attaquent à ces impacts secondaires à multiples facettes par le biais de stratégies et de programmes unifiés.

© UNICEF DRC Tremeau



La Cellule d'Analyse en Sciences Sociales

La Cellule d'Analyse en Sciences Sociales (CASS) est une unité opérationnelle d'analyse des sciences sociales en République Démocratique du Congo qui soutient UNICEF et d'autres acteurs d'intervention d'urgence en fournissant des données pour éclairer la prise de décision et améliorer les interventions et les stratégies. La CASS utilise une approche analytique intégrée pour expliquer les questions et les tendances observées dans les données épidémiologiques, programmatiques et autres données de recherche, en rassemblant différents acteurs et sources de données pour fournir une compréhension plus complète de la dynamique des épidémies et des résultats de santé publique.

Simone Carter

CASS Manager, Integrated Outbreak Analytics, Public Health Emergencies UNICEF (scarter@unicef.org)

Izzy Scott Moncrieff

CASS Field Supervisor, Social Sciences Research Specialist UNICEF DRC (isscott@unicef.org)

Liste des sources incluses dans le rapport

1. WHO Weekly epidemiological update - 19 Jan 2021
2. UNICEF (fin 2020) : COVID-19 : Continuer à apprendre malgré la fermeture des écoles
3. Radio Okapi (Dec 2020): « COVID-19 : Félix Tshisekedi décrète un couvre-feu à travers la RDC »
4. UNICEF (Jan 2021) : « RDC : face à la recrudescence de la Covid-19, l'UNICEF appelle à donner la priorité à la réouverture des écoles »
5. Plan International (2015): Ebola: beyond the health emergency
6. Sous Cluster Protection de l'Enfance (GTPE) RDC (Jan 2021) : Note d'Orientation pour la protection de l'enfance pendant la pandémie de Coronavirus (COVID-19) en RDC
7. United Nations (Jan 2021): International Day against the Use of Child Soldiers: Joint statement by EU High Representative Josep Borrell & SRSG for Children & Armed Conflict Virginia Gamba
8. UNESCO (June 2020): Framework for reopening schools
9. CASS-DRC (2020, 2021): The Broader Impacts of COVID-19 on community health, protection and socioeconomic security in the DRC (open-access sources, unpublished)
10. Carter, S.E et al (2020). What questions we should be asking about COVID-19 in humanitarian settings: perspectives from the Social Sciences Analysis Cell in the Democratic Republic of the Congo. BMJ Global Health
11. CASS-DRC (2018-): Introduction to the Social Sciences Analytics Cell (open-access sources, unpublished)
12. Global Press Journal (2018): DRC Private Schools Not Making the Grade With Flimsy Buildings, Dirty Facilities
13. USAID (2020): Low-cost private schools in the DRC. Needs, Challenges, and Recommendations to Improve Access and Quality for All
14. Deutsche Welle (2020): Des parents inquiets face à la grève dans les écoles en RDC
15. REACH Impact Initiative (Oct 2020, Jan 2021) : Suivi de la situation humanitaire - Indicateurs pertinents pour la réponse au COVID-19, Sud Kivu
16. REACH Impact Initiative (Oct 2020, Jan 2021) : Suivi de la situation humanitaire - Indicateurs pertinents pour la réponse au COVID-19, Tanganyika
17. Radio Okapi (2019) : Importance de la gratuite de l'enseignement de base en RDC
18. Performance Monitoring for Action (2020-): DRC COVID-19 Dashboard
19. Save the Children (Nov 2020): L'impact de la COVID-19 et Ebola chez les enfants en République Démocratique du Congo
20. GHOVODI : Groupe des Hommes Voués au Développement. Nord Kivu ; Sud Kivu
21. CASS (2020-): The impact of COVID-19 on Women and Girls in the DRC
22. Marie Stopes International
23. REACH Impact Initiative (Feb 2021) : Suivi de la situation humanitaire Province du Sud-Kivu, République démocratique du Congo (RDC)
24. MONUSCO (2015): Invisible survivors: girls in armed groups in the democratic republic of congo from 2009 to 2015
25. Child Soldiers International (2016): "If I Could Go To School...": Education as a tool to prevent the recruitment of girls and assist with their recovery and reintegration in Democratic Republic of Congo
26. War Child (2018): TUG-OF-WAR - Children in Armed Groups in the DRC: A study on the push and pull factors influencing children to join armed groups 'voluntarily' in North and South Kivu, Democratic Republic of the Congo
27. Association de Jeunes Visionnaires pour le Développement du Congo
28. ACAPS (Oct 2020): Education & child protection challenges in Eastern DRC: Impact of COVID-19, conflict and policy reform: Thematic series on education
29. UN General Assembly; Security Council (June 2020): Le sort des enfants en temps de conflit armé - Report of the Secretary-General
30. UNICEF (Aug 2020): UNICEF condemns the tragic deaths of final students in North Kivu province
31. Street Child, DRC
32. U-Report (Jan 2021): Impact de la fermeture des écoles
33. UNICEF (April 2020) : DRC's ministry of primary, secondary and technical education launches distance education via radio, with the support of UNICEF
34. The Conversation (May 2020): Lessons from Sierra Leone's Ebola pandemic on the impact of school closures on girls
35. Physicians for Human Rights (June 2020): In the DRC, COVID-19 Threatens Hard-won Gains in the Fight against Sexual Violence
36. Forum des Femmes citoyennes et engagées pour la gouvernance, la démocratie et le développement (FOFECGDD)
37. Africa Defense Forum (Jan 2021) : Children of the Gun
38. WHO (Oct. 2020) : Ce que nous savons à propos de la transmission de la COVID-19 dans les écoles (COVID-19 and Schools)
39. WHO (Sept. 2020): Considerations for school-related public health measures in the context of COVID-19
40. CORDAID Child and Education : Results Based Financing
41. International Committee of the Red Cross (July 2020): ICRC Response to COVID-19 in the Democratic Republic of the Congo
42. UNICEF (Feb. 2020): Safe spaces to play and learn and heal
43. Youth Alliance for Reproductive Health, DRC
44. CORDAID (April 2020): COVID-19 in DR Congo: assuring alternative education now schools are closed

Si vous ou votre organisation avez des besoins en matière d'analyses, ou si vous disposez de données que vous souhaitez partager avec la CASS, n'hésitez pas à nous contacter. Plus il y aura de données à inclure dans ces analyses, plus la base de données sera solide et fiable pour éclairer la prise de décision.